



COMMUNIQUÉ

Paris, le 28 septembre 2012

RROMS : QUAND LE RACISME D'ÉTAT LÉGITIME LA VIOLENCE PRIVÉE

L'expulsion et l'incendie des abris de fortune de quelques familles Rroms installées dans un quartier du 15^{ème} arrondissement de Marseille, jeudi soir, par une poignée d'habitants est inquiétant. Inquiétant car ces actes de violences ne sont pas le fruit amer d'une colère, comme aimerait nous le faire croire les médias dominants, mais bel et bien le résultat d'une politique raciste et discriminatoire légitimant la mise au ban des Rroms. Une politique qui laisse accroire l'idée que chacun pourrait faire régner « son ordre » en dehors de tout principe de légalité.

Cette agression n'est pas sans rappeler les heures les plus noires de notre histoire : les ratonnades d'Italiens à Aigues-Mortes en 1893 ou encore les pogroms dans les années quarante. Du discours de Grenoble à l'évacuation des camps de Rroms par Manuel Valls, les hommes et les femmes politiques au pouvoir portent la responsabilité d'avoir attiser les haines xénophobes et de faire le jeu des extrémistes et autres *Dupont Lajoie*.

Nous mettons en demeure le gouvernement de prendre toutes ses responsabilités et de cesser les amalgames et la politique spectaculaire. Ce qui s'est passé hier à Marseille, en présence de policiers passifs, montre bien combien cette politique est dangereuse. C'est la démocratie et les libertés fondamentales qui sont en péril. Il n'est pas trop tard pour changer de paradigme et mener une politique de respect, de solidarité.

Le Bureau Fédéral de la FASTI
Pour le Mouvement des ASTI